



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 02/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GIMM Sarl

33 chemin Moenchberg
68140 Munster

Références : 0006702081_2024-06-21_GIMM_VIIC-Risque incendie
Code AIOT : 0006702081

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2024 dans l'établissement GIMM Sarl implanté 4 rue Curie 68000 Colmar. L'inspection a été annoncée le 22/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques.
(<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2024 "Risque incendie dans les entrepôts".

En effet, l'accident de Rouen, survenu en 2019 et impliquant un établissement Seveso Seul Haut et son voisin, un entrepôt, a fait fortement évoluer la réglementation relative à la prévention et à la gestion du risque incendie. Ainsi, de nouvelles dispositions réglementaires ont été introduites dans l'arrêté ministériel sectoriel relatif aux entrepôts et sont désormais applicables.

La présente action fait suite à une première opération menée en 2023, lors de laquelle une trentaine d'entrepôts contrôlés ont tous fait l'objet de suites administratives.

L'inspection vise à s'assurer que les exploitants sont prêts pour la gestion d'un éventuel incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIMM Sarl
- 4 rue Curie 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006702081
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GIMM est autorisée à exploiter un entrepôt de stockage, sur la commune de Colmar. Cet entrepôt est constitué de quatre cellules, qui sont actuellement louées à quatre entreprises.

Au titre des ICPE, l'exploitant, sur son site de Colmar est autorisé à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral n° 000356 du 10 février 2000.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 "Risque incendie dans les entrepôts"
- Installations contrôlées : les installations contrôlées sont précisées dans les points de constat.
- Référentiel utilisé :
 - Arrêté ministériel du 11 avril 2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 1.4.I.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	État des stocks simplifié	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II_ Point 1.4.I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 23	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Entretien des abords	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités :

- **Point de contrôle n°1** : incomplétude concernant les exigences sur la qualité de l'état des matières stockées, notamment :
 - l'identification claire des zones de stockage ;
 - l'absence des grandes familles de produits ou matières, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie pour les matières non dangereuses;
 - l'identification claire des produits ou matières dangereuses stockées sur le site ainsi que l'absence des mentions de danger associées.
 - l'absence d'élément permettant de justifier une mise à jour quotidienne de l'état des matières stockées, en ce qui concerne les produits ou matières dangereuses.

- **Point de contrôle n°2** : absence de l'état des matières stockées synthétique, afin de répondre aux besoins de la population.
- **Point de contrôle n°3** : incomplétude du plan de défense incendie, notamment :
 - les modalités d'accueil des services de défense incendie et de secours en périodes ouvrées et non-ouvrées;
 - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
 - les éléments relatifs au plan des réseaux et de collecte du site;
 - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique et le cas échéant l'attestation de conformité;
 - la localisation des commandes des équipements de désenfumage.
 - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 1.4.I.
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1.servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. [...]</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle en salle, l'exploitant a souligné que les cellules de stockage de l'entrepôt de Colmar sont entièrement investies et gérées par quatre sociétés tierces (implantées sur site,</p>

locataires des locaux exploités administrativement par la société GIMM) détenant chacune leurs propres suivis des stocks et qu'il disposait d'un accès en temps réel que pour un de ses locataires.

Néanmoins durant la visite, au travers des responsables des sociétés locataires, l'exploitant a été en mesure de présenter les états des matières stockées à jour, pour l'intégralité du site.

En effet, en ce qui concerne l'accessibilité sur site de ces outils de comptage, il a été constaté que chaque locataire dispose au sein des bureaux d'exploitation respectifs, d'un réseau intranet propre à leurs entreprises donnant un accès direct à leurs états des matières stockées sur n'importe quel poste informatique, via un identifiant de connexion.

L'exploitant a souligné à l'Inspection que les locataires, disposant d'un espace de stockage virtuel sur différents serveurs informatiques délocalisés, les états des matières stockées sont accessibles à distance et peuvent être émis à tout moment par les responsables des agences et par les services informatiques respectifs et ceux-ci même en cas de perte d'utilité sur site.

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a synthétisé les extractions dématérialisées des états des matières stockées des quatre sociétés tierces et les a transmises par courriel à l'Inspection.

Après analyse de ces registres informatiques, il a été constaté que trois de ces suivis des stocks permettent de positionner de façon claire les produits ou matières en ciblant chaque emplacement de stockage. L'autre quant à lui, ne fait pas apparaître les emplacements de stockage concernés par son activité d'entreposage.

Par ailleurs, en ce qui concerne le stockage de matières non dangereuses, dans le cadre de la gestion d'une situation accidentelle, certains outils de comptage ne font pas apparaître les grandes familles de produit ou matières avec les typologies pertinentes associées aux principaux risques présentés en cas d'incendie, conformément aux dispositions de l'article susvisé.

De plus, lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de produits dangereux pouvant conduire à un classement au titre des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées au sein d'une cellule louée. Or, ces produits n'apparaissent pas ou ne sont pas clairement identifiables au sein du suivi des stocks de ce locataire. De surcroît, les mentions de danger associées à ces produits ne sont pas mentionnées.

Au sujet de la mise à jour de ces états des matières stockées, postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis pour trois de ces locataires (non concernés par le stockage de matières dangereuses) deux extractions des suivis des stocks respectifs pour les semaines 25 et 26 de l'année en cours.

Par comparaison des quantités stockées durant ces deux semaines consécutives, l'Inspection a pu constater, que ces suivis sont mis à jour à minima de manière hebdomadaire.

Quant au locataire entreposant des produits dangereux, aucun élément justifiant une mise à jour de manière quotidienne n'a été transmis à l'Inspection.

Au regard des constats précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription susvisée

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État des stocks simplifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II_ Point 1.4.I

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages
Prescription contrôlée : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : Comme évoqué dans le constat précédent, par l'intermédiaire de ses locataires, l'exploitant a été en mesure de transmettre les états des matières stockées pour la totalité du site. Après étude de ces registres informatiques, il a été constaté que deux de ces outils de comptage disposent d'un onglet correspondant à un état synthétique. Cependant la complétude de ceux-ci ne correspond pas aux éléments requis par la prescription susvisée. Il est à noter que l'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection, un document rédigé via un logiciel informatique de traitement de texte nommé "Avis d'information à la population sur les marchandises stockées sur le site". Après analyse par l'Inspection de cet élément, il a été constaté que celui-ci décrit succinctement les marchandises stockées au sein de l'entrepôt mais ne correspond pas aux attendus mentionnés dans la prescription susvisée. L'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...] Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none"> • les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; • l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; • les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; • la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;

[...]Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Constats :

Dans le cadre du contrôle de cette prescription, l'exploitant a transmis à l'Inspection la dernière mise à jour du plan de défense incendie (PDI) du site.

Après analyse de la complétude de ce document, il a été constaté l'absence de plusieurs éléments requis par la prescription contrôlée, notamment :

- les modalités d'accueil des services de défense incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les éléments requis par le point 1.6.1 (de l'annexe II de l'arrêté ministériel susvisé) relatifs au plan des réseaux et de collecte du site;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique et le cas échéant l'attestation de conformité;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage.
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours.

Les autres éléments requis par la prescription n'appellent pas de remarque de la part l'Inspection.

Concernant la mise à disposition de ce plan de défense incendie au service d'incendie, l'exploitant a transmis une copie du courrier disposant du PDI (envoyé en recommandé) adressé au service de défense incendie de Colmar ainsi que l'accusé de réception correspondant, daté du 13 juin 2024.

Par nature cet élément permet de justifier de la bonne transmission du PDI du site au SDIS.

Au regard des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant ne

respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Entretien des abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des départs de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de ce contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection (sous forme dématérialisé) les procédures de nettoyage établis par chacun des locataires présent sur le site, déclinant chaque opération de nettoyage à effectuer par leurs salariés respectifs.</p> <p>À la lecture de ces documents, il a été constaté que l'exploitant au travers de ses locataires a mis en place un entretien régulier avec des fréquences hebdomadaires, permettant de maintenir un bon état de propreté sur le site.</p> <p>Cependant lors du contrôle sur le terrain par échantillonnage au sein des cellules dites "Sodilog", "Castorama" et "Corplex" ainsi qu'aux abords de celles-ci, il a été constaté un écart relatif à la propreté du site, notamment un dépôt important de débris sous un quai de chargement.</p> <p>Néanmoins l'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection, des éléments (photos de la zone identifiée lors de la visite, nettoyage) justifiant le retour à la conformité.</p> <p>Compte tenu des éléments qui précèdent, l'Inspection ne propose pas de suite administrative.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a transmis le contrat souscrit avec un prestataire privé faisant apparaître un entretien régulier des espaces verts du site (tonte, taille de l'ensemble des arbustes, ramassage des feuilles).</p> <p>Par nature ce document permet de justifier un bon entretien des espaces verts de l'exploitation.</p> <p>De plus, aucun écart relatif à l'entretien des espaces végétalisés du site n'a été constaté durant la visite.</p> <p>De la même manière, aucune source potentielle d'incendie n'a été constaté autour des cellules visitées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite